

Une minime partie de la population, alors que 550,000 électeurs, seulement dans la province de Québec, et presque 1 million dans le Canada ont voté pour le Crédit social! Et l'honorable député vient dire: «Une minime partie de la population!»

Il peut être certain que dans son propre comté, il y en a des créditistes, il y en a en grande quantité et il le verra aux prochaines élections. Je ne sais pas quand elles auront lieu, cependant! mais je le lui dirai un mois d'avance.

...qui s'est vite aperçue de son erreur du 18 juin...

Je laisse là son discours pour prendre une lettre qui m'arrive directement de la ligue des citoyens de Malartic, dans le comté de Villeneuve. Et elle n'est pas d'un créditiste. Elle porte la date du 11 décembre 1962.

Cher monsieur—nous venons par la présente vous offrir, à vous et à vos vaillants députés, nos sincères félicitations pour le beau travail que vous faites en Chambre pour le fait français.

Veuillez croire cher monsieur que nous suivons vos activités parlementaires avec attention et grand intérêt et nous sommes agréablement surpris des résultats obtenus.

Et cela est bien dans le sens de ce que les journaux ont raconté dans tout le pays à l'endroit du groupe créditiste. On admet aujourd'hui que le groupe créditiste du Québec et du Canada est un réel «actif» pour l'ensemble du Parlement.

**M. Laniel:** Vous viendrez dire cela dans le comté de Beauharnois-Salaberry!

**M. Caouette:** Je peux y aller n'importe quand. Monsieur le président, on accuse notre groupe de ne pas avoir d'économistes. J'ai ici une nouvelle qui a paru dans le journal *Le Soleil* du 9 décembre 1962—et tout le monde sait que *Le Soleil* est un bon journal créditiste de Québec! Parlant comme un bon créditiste, il nous rapporte le mémoire de l'économiste Jacques St-Laurent.

Un tiers des québécois en chômage dans 20 ans si...

Dans ses conclusions, qui peuvent paraître révolutionnaires à première vue, M. St-Laurent affirme qu'à cause des innovations technologiques, le Canada, comme tous les pays industriellement évolués dans le monde, s'achemine vers une économie où il n'y aura pas suffisamment de situations telles qu'on les connaît aujourd'hui pour tout le monde qui en désire.

Ce qui veut dire l'automatisation ou l'automatisme, comme vous le voulez. Le plein emploi prêché par les libéraux, et par nos amis du NPD; le plein emploi. Et l'économiste continue:

M. St-Laurent affirme que nous devons trouver un moyen, public ou privé, de payer les gens à ne rien faire.

Notre habileté grandissante à absorber les travailleurs et le fait qu'on élimine la nécessité du travail sans trouver immédiatement de nouvelles utilisations pour ce travail nous force «à trouver

[M. Caouette.]

un autre intermédiaire que le travail pour permettre à tous de participer à la consommation alors que tous ne peuvent pas participer à la production.»

Affirmant qu'on a déjà commencé à payer des gens à ne rien faire en donnant l'assurance-chômage ou en accordant des bénéfices supplémentaires aux chômeurs, M. St-Laurent déclare qu'il faudra peut-être continuer dans cette ligne en instituant la semaine de vingt heures, la retraite à 50 ans, l'éducation jusqu'à 25 ans, et même la rémunération à même le trésor public du travail non-productif comme celui des artistes et des étudiants.

«Bref, conclut M. St-Laurent, la justice sociale exige que l'on invente des moyens nouveaux pour accorder du pouvoir d'achat aux chômeurs permanents. Il faut développer une base du revenu qui n'est pas relié au travail comme mesure. C'est pourquoi il faut faire renaître le respect de la loi et du gouvernement pour qu'ils deviennent les instruments du bien-être général.»

Quant aux projets de travaux publics, et aux plans d'aménagements du territoire, M. St-Laurent affirme que ce sont des moyens utiles à l'amélioration de la situation actuelle, mais qu'ils n'atteignent pas le cœur du problème. «Ce sont des palliatifs. Aucune planification, qu'elle soit capitaliste, socialiste ou communiste, ne peut éliminer les données économiques.»

Monsieur le président, tout à l'heure l'honorable député a dit que, durant la campagne électorale, nous avions promis \$100 par mois aux citoyens canadiens. Or, il y a à peine trois semaines, le ministre du Commerce (M. Hees) a déclaré devant des représentants de l'économie canadienne, à l'université Laval, qu'on devait relever le pouvoir d'achat afin de permettre la vente de nos produits canadiens sur le marché domestique.

Sa suggestion a été: dépensez plus. C'est facile de dire aux Canadiens de dépenser davantage; c'est facile de dire à un Canadien qui a \$10 dans sa poche de dépenser \$10, mais c'est loin d'être facile pour lui d'acheter pour \$50 de produits quand il n'a pas un sou en poche.

Si le gouvernement veut réellement redonner des ailes à l'économie canadienne, à la prospérité canadienne, qu'il distribue, par l'intermédiaire de la Banque du Canada, un bon de \$100, non pas \$100 par mois, comme le disait l'honorable député de Mercier (M. Boulanger), non pas \$100 comme le disait le député de Beauharnois-Salaberry (M. Laniel), mais un bon de \$100 investi dans l'économie canadienne.

**M. Boulanger:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement!

**M. le président suppléant:** L'honorable député de Mercier invoque le Règlement.

**M. Boulanger:** L'honorable député de Villeneuve, comme c'est son habitude, ne cite pas mes paroles textuellement. Ils ont dit \$100 par mois, mais la population canadienne sait très bien qu'ils n'accéderont jamais au pouvoir et, par conséquent, ne pourront jamais rien donner à personne.